



Luxembourg, le 30 JAN. 2024

Administration communale de Hesperange  
474, route de Thionville  
**L-5886 HESPERANGE**

**N/Réf.: 107559**

**V/Réf.: M. Daniel Ferreira**

Monsieur le Bourgmestre,

En réponse à votre requête réceptionnée le 24 novembre 2023 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la mise en place d'une installation de chantier pour l'aménagement d'une piste cyclable sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de HESPERANGE: section B d'ITZIG, sous les numéros 2457/6435, 2452 et 998/846, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Le dépôt temporaire sera réalisé sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Hesperange, section B d'Itzig, sous les numéros 2457/6435, 2452 et 998/846, conformément à la demande et aux plans soumis, élaborés par le bureau d'études Micha Bunusevac.
2. Seuls les matériaux pierreux et terreux inertes (concassé, gravier, sable, terre arable, etc.), les matériaux de construction ou de démolition en provenance des travaux autorisés sous la référence n°99050-M seront stockés sur les lieux.
3. L'arpentage exact de l'aire de stockage sera effectué en présence du préposé de la nature et des forêts, qui sera averti avant le commencement des travaux.
4. Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1<sup>er</sup> août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
5. Tout dépôt non autorisé sera poursuivi en tant qu'infraction à la loi et enlevé immédiatement aux frais du porteur de projet.
6. Aucune eau usée n'y sera produite, aucune matière dangereuse n'y sera déposée ou stockée.
7. Toutes les mesures devront être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.
8. Pendant la durée du dépôt, l'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'écoulement des eaux de surface et de ruissellement.
9. Les mesures nécessaires pour éviter la souillure du chemin d'accès devront être prises et vous serez tenu à la réparation d'éventuelles dégradations causées.

10. Toute incinération est interdite sur le site.
11. Le dépôt ainsi que les alentours seront maintenus dans un état de propreté parfaite.
12. Une distance minimale de 5 mètres sera respectée entre le dépôt et les arbres et/ou haies.
13. Une distance minimale de 30 mètres sera respectée entre le dépôt et le cours d'eau.
14. Le préposé de la nature et des forêts (M. Pit Schoos, tél : 621 202 145) sera averti avant le commencement des travaux.

L'autorisation n'est valable que pour la durée des travaux autorisés sous la référence n°99050-M.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments distingués.



Serge Wilmes  
Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Copies pour information :

- Arrondissement SUD
- Commune de HESPERANGE